

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

MISSION PERMANENTE A BRUXELLES

Avenue Molière 186 - 1050 Bruxelles (Belgique) Tel: (322) 346.97.47/48 Fax: (322) 346.97.28
e-mail: africanunion@skynet.be

UA.BRU/RAP.MEP/01-06/3.04

ETAT DE MISE EN OEUVRE ANALYTIQUE DU PROGRAMME BUDGET 5.40
DE LA MISSION PERMANENTE DE L'UNION AFRICAINE A BRUXELLES
POUR LA PERIODE JANVIER – JUIN 2004

ETAT DE MISE EN OEUVRE ANALYTIQUE DU PROGRAMME BUDGET 5 - 40
DE LA MISSION PERMANENTE DE L'UNION AFRICAINE A BRUXELLES
POUR LA PERIODE JANVIER – JUIN 2004

Introduction

1. Au cours de la période allant de janvier à juin 2004, la Mission permanente de l'Union africaine à Bruxelles s'est attelée à la mise en œuvre de son programme d'activités pour l'année budgétaire 2004 (Cf. Programme budget 5.40). L'essentiel de ces activités ont ainsi été menées dans le cadre du suivi et de la participation de la Mission aux activités des institutions suivantes :
 - Le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), pour la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-UE de Cotonou ;
 - Les institutions conjointes ACP-UE (Conseil des ministres, Comité des Ambassadeurs, Assemblée parlementaire paritaire etc.) ;
 - Le Groupe africain des Ambassadeurs à Bruxelles ;
 - Les institutions européennes (Conseil des ministres, Commission, Parlement etc.) ;
 - Les mouvements associatifs de la société civile, y compris la diaspora africaine ;
 - Les milieux de l'enseignement et de la recherche etc.
2. Ces activités ont été entreprises dans les domaines suivants :
 - Questions politiques et diplomatiques (Sous-programme 5.40.1)
 - Questions économiques et commerciales (SP 5.40.2)
 - Coopération avec la société civile (SP 5.40.2)
 - Questions socio-économiques (SP 5.40.3)
 - Activités de représentation (SP 5.40.1)
 - Information et documentation sur l'Union africaine (SP 5.40.4)
 - Coordination des activités du Groupe africain de Bruxelles (SP 5.40.5)
3. Il sera ainsi procédé, ci-après, à une analyse synthétique de ces activités et de leur impact quant aux stratégies et objectifs que l'Union africaine voudrait pouvoir assurer à travers l'action de sa représentation à Bruxelles.

I. QUESTIONS POLITIQUES ET DIPLOMATIQUES

a) Visite de travail de la Commission africaine auprès de la Commission européenne.

4. L'activité fondamentale à laquelle la Mission a participé pendant la période en revue reste sans conteste la visite de travail que le Président de la Commission de l'Union africaine a effectuée auprès de la Commission de l'Union européenne à Bruxelles, en compagnie d'une délégation forte de la presque totalité des membres de la Commission africaine. Cette visite, présentée comme une prise de contact entre les deux Commissions, s'est révélée particulièrement fructueuse pour la Commission africaine qui l'aura mise à profit pour s'imprégner des méthodes de travail et de fonctionnement de son homologue européenne. En effet, en plus d'entretiens bilatéraux entre les commissaires africains et européens, une séance de travail a réuni les deux commissions pour un échange de vues approfondis sur des questions d'intérêt commun, relatives tant à l'actualité africaine qu'internationale. Les deux Commissions ont, de même, évoqué les voies et moyens qu'elles devraient pouvoir emprunter pour assurer le renforcement de leur coopération, voire de la coopération entre l'UE et l'UA ainsi qu'entre l'Europe et l'Afrique.

b) Consultations Togo/Union européenne dans le cadre de l'Accord ACP-UE de Cotonou

5. La Mission a représenté la Commission de l'UA aux consultations que le Togo et l'UE ont eues en avril dernier à Bruxelles dans le cadre de l'article 96 de l'Accord de partenariat ACP-CE de Cotonou. Il s'est agi d'engager des pourparlers entre les deux parties pour s'accorder sur les conditions que devrait remplir le Togo pour le rétablissement de la coopération entre ce pays et l'Union européenne dans le cadre dudit Accord de Cotonou. En effet, depuis plus de dix ans, la coopération avec le Togo fait l'objet d'une suspension en raison de manquements aux dispositions de l'article 96 relatives à l'Etat de droit, notamment, que lui reproche la partie UE.
6. A l'issue de ces consultations, le Togo s'est engagé à mettre en œuvre une série d'engagements, répartis en 25 mesures, dans les domaines politiques et de la restauration de l'Etat de droit.

c) Consultations Guinée /Union européenne dans le cadre de l'Accord ACP-UE de Cotonou

7. La Mission a représenté la Commission de l'UA aux consultations entre la Guinée et l'UE, tenues en juillet 2004 à Bruxelles dans le cadre de l'article 96 de l'Accord de partenariat ACP-CE de Cotonou. Tout comme pour le Togo,

l'objet de ces consultations était d'amener la Guinée à s'expliquer sur l'environnement politique assez tourmenté qui a prévalu dans ce pays avant et après l'élection présidentielle qui s'y est déroulée cette année. En somme, l'UE reproche à la Guinée de manquer aux fondements de la coopération ACP-UE que sont le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance économique.

8. Aux termes des « conclusions » que l'UE a tirées de ses consultations, « l'Union européenne a noté avec satisfaction que la partie guinéenne a pris certains engagements et a donné des éléments positifs pour, d'une part, un renforcement du climat démocratique et de l'Etat de droit, et, d'autre part, l'établissement des conditions structurelles d'une stabilité macro-économique et d'un développement durable dans le pays »

d) Réunion du Parlement européen sur le Darfour

9. La Mission a été appelée, en juillet 2004, par la Commission du Développement du Parlement européen à faire un exposé sur l'action de l'Union africaine pour le règlement de la crise du Darfour au Soudan. Après avoir décrit dans le détail les actions initiées par l'UA depuis l'éclatement de cette crise en février 2003, l'exposé de la Mission a souligné la volonté de l'UA d'agir dans ce dossier en véritable partenariat avec des acteurs clés de la communauté, tels que l'ONU et l'UE. Il s'est de même appesanti sur la nécessité de mobiliser davantage de ressources financières pour appuyer les efforts déployés par l'UA. La Mission s'est, enfin, vivement félicitée de l'appui du Parlement européen pour la mise en place par l'UE d'une « Facilité de soutien à la paix en Afrique », dotée de 250 millions d'euros, conformément à la requête de la Conférence de l'UA en sa décision Assembly/AU/Dec. 21 (II), adoptée en 2003.

II. QUESTIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES

10. Conformément à la Déclaration Assembly / AU/ Decl. 5 (II) et dans le cadre de la mise en œuvre de celle-ci, la Mission continue de suivre l'évolution des négociations ACP-UE d'Accords de partenariat économique (APE), tels que prévus dans l'Accord de partenariat ACP-CE de Cotonou. En effet, ces négociations ont démarré en septembre 2002. Elles doivent se dérouler en deux phases. La première phase, qui a duré de septembre 2002 à septembre 2003, a été menée au niveau « tous ACP »-UE. Elle a abordé les questions horizontales présentant un intérêt pour toutes les parties. La seconde phase a démarré en octobre 2003 et doit se dérouler au niveau des pays et régions ACP.
11. L'ensemble des quatre régions africaines, parties à l'Accord de partenariat ACP-CE de Cotonou, ont ainsi décidé de la configuration de leur APE et ont procédé au lancement des négociations y afférentes. Celles-ci sont appelées à se poursuivre jusqu'en 2007.

12. En vue de mieux assurer la coordination des positions des quatre régions africaines engagées dans ces négociations, la Mission a initié la mise en place, au sein du Groupe africain des Ambassadeurs à Bruxelles, d'un « Groupe de travail sur les négociations des APE ». S'en ajoute que lesdites régions tiennent toutes leurs réunion de coordination dans les locaux de la Mission qui, à cet effet, ont été dotés de facilités d'interprétation.

III. VISIBILITE DE L'UNION AFRICAINE A BRUXELLES

13. Dans le cadre de la mise en œuvre des sous-programmes 5.40.1. et 5.40.4, la Mission entreprend régulièrement des actions tendant à assurer la visibilité de l'Union africaine à Bruxelles et ailleurs en Europe, auprès des institutions de l'UE, du Groupe ACP, de l'opinion publique européenne etc. A cet effet, la Mission participe régulièrement à des séminaires et à des manifestations culturelles, organisées, à Bruxelles ou dans les autres pays membres de l'UE, par les institutions européennes, les mouvements associatifs de la société civile et autres organisations internationales représentées à Bruxelles.
14. Dans le même esprit, la Mission a coordonné les activités diverses que le Groupe africain des Ambassadeurs à Bruxelles a entreprises dans le cadre de la célébration de la « Journée de l'Afrique » 2004. Cette année, il s'est agi, d'une part, de manifestations culturelles animées par des troupes du Burundi, de Djibouti et de Maurice et, d'autre part, de conférences sur le NEPAD et le règlement des conflits. Ces conférences ont été animées à parité par des représentants de la Commission européenne, dont le Commissaire au Développement et à l'aide humanitaire et des représentants de la Commission africaine, dont le Commissaire à la Paix et Sécurité. L'ensemble de ces activités ont connu une participation massive des partenaires internationaux de l'UA, du public européen et de la diaspora africaine.

V. INFORMATION ET DOCUMENTATION

15. L'action portant diffusion de l'information et de la documentation sur l'UA pourrait être intégrée, au titre d'activités transversales, dans le cadre de la mise en œuvre du sous-programmes 5.40.1. et 5.40.4, de la même manière que l'action pour la visibilité de l'UA ci-dessus mentionnée. En effet, vu que le poste y afférent a été supprimé dans la nouvelle structure de la Mission, les programmes de celle-ci n'en comportent pas de mention spécifique. Nonobstant cela, la Mission a cru devoir poursuivre, en les intensifiant, ses activités en la matière, tenant compte du fait que la tâche est inscrite parmi ses fonctions principales et de l'importance cruciale de promouvoir à Bruxelles et en Europe une communication soutenue sur l'UA, ses objectifs et ses stratégies pour les atteindre.

16. Cet effort aurait pu être soutenu par la continuation de la publication du bulletin naguère publié par la Mission sous le titre « Nouvelles de l'OUA ». Mais, vu la vacance des principaux postes de la Mission, il a fallu s'en remettre à d'autres formes de communication et de sensibilisation, telles que décrites ci-dessus.
17. Cependant, compte tenu de l'importance de la question, il conviendrait d'envisager de doter la Mission de davantage de moyens budgétaires pour lui permettre de s'acquitter de cette tâche essentielle pour la visibilité de l'Union africaine et de son action en Europe.

CONCLUSION

18. Malgré la vacance continue de certains postes clés de sa nouvelle structure (Economiste principal et socio-économiste), la Mission s'est attelée avec diligence à la mise en œuvre des programmes qui lui sont assignés. Le volet économique et commercial de ceux-ci étant principalement articulé autour de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE de Cotonou, y compris la négociation d'APE, la Mission suit quotidiennement les activités entreprises dans ce domaine et assure la coordination de l'action du Groupe africain de Bruxelles en la matière. L'UA devrait renforcer sa présence parmi les négociateurs africains pour mieux assurer l'articulation des APE avec la stratégie du traité d'Abuja.
19. Par ailleurs, la Mission assure un suivi régulier de sa fonction de bureau de représentation auprès des institutions européennes et du Groupe des Etats ACP. De même, elle continue à travailler quotidiennement au renforcement et au suivi de la coopération entre l'UA et l'UE.

2004-07-31

Analytical statement on the implementation of the 5-40 programme budget of the Permanent Mission of the African Union in Brussels from the period January - June 2004

Permanent Mission of the African Union in Brussels

<http://archives.au.int/handle/123456789/2920>

Downloaded from African Union Common Repository